

Les pauvres sont-ils un problème ?

Et si c'est un problème, c'est le problème de qui ?

Stefano Guida,
Sociologue,
Maitre-Assistant à l'IESSID, catégorie sociale de la HE Spaak
Chercheur à l'Unité de Recherche en Ingénierie et Action Sociale
de la HE Spaak

Notes de l'intervention du 21 octobre 2016 au CPAS de Forest,
A la journée sur les 40 ans de la loi organique

Le professeur Guida resitue la question en faisant référence aux travaux de Serge Paugam pour qui la pauvreté est un processus bien plus qu'un état, c'est une situation fluctuante, une période de désaffiliation. Ce n'est plus vu et vécu comme une fatalité mais un passage d'un statut à un autre. Cette évolution induit une responsabilisation individuelle dans la représentation des situations de pauvreté. L'angoisse collective de connaître une situation de pauvreté dépasse largement la classe des pauvres, elle est omniprésente et due à la précarisation du marché de l'emploi. Oui la pauvreté pose problème parce qu'elle se traduit automatiquement en angoisse collective, fond de commerce des partis populistes, c'est-à-dire les partis d'extrême droite.

Dans l'opinion publique, non, la pauvreté ne pose pas problème, parce qu'on se retrouve souvent dans une posture de résignation.

Pour expliquer cela, référence est faite au philosophe et sociologue Allemand, Axel Honneth qui nous parle du contrôle social du sentiment d'injustice. Ce sentiment d'injustice est un enjeu politique c'est-à-dire qu'il faut éviter que les gens « méprisés » éprouvent un sentiment d'injustice. La société veille donc à mettre en place des mécanismes qui visent à neutraliser tout sentiment d'injustice des groupes ou des individus. Par exemple, moi qui vis une situation de mépris social (termes d'Honneth), je le vis comme une situation de normalité. C'est ce qu'Honneth appelle le contrôle social du sentiment d'injustice. Exemple développé : suppression de 3000 emplois chez ING, justifiés comme du chômage technologique dû à la numérisation de l'économie et on a oublié de réfléchir par rapport aux dividendes de l'actionariat. En présence de ce genre de rhétorique-là, on est face à ce qu'Honneth appelle un contrôle social du sentiment

d'injustice, càd, on ne me donne pas les moyens pour développer une grammaire morale. Le manque de points de repères, de sémantique collective, de grammaire morale ne permet pas de formuler que cette réalité n'est pas inéluctable, qu'il y a eu un choix politique qui a précédé. Au contraire, les résistances sont isolées, la souffrance est vécue de manière solitaire avec l'impossible mise en lien de cette souffrance avec celle des autres par manque de codes communs, de grammaire morale qui permet de distinguer et de formuler le sentiment de mépris, d'injustice et de non-reconnaissance. La révolte collective n'est dès lors pas possible par inexistence d'une grammaire morale. Exemple : Nuit debout. Dans ce mouvement de contestation, les grands absents ont été les jeunes issus de l'immigration, les jeunes des quartiers sensibles (euphémisme !). Ces jeunes-là qui sont les plus exposés à la précarisation et au chômage de masse étaient totalement absents. On a constaté par ailleurs que les participants aux nuits debout étaient des gens qui avaient un capital culturel élevé. Les jeunes particulièrement visés par les processus de désaffiliation ont été privés de toute grammaire morale et ne pouvaient pas s'inscrire dans cette mise en cause des mécanismes d'exclusion dont ils sont victimes. Honneth parle encore de déverbalisation, càd qu'on ne donne pas les outils pour que les gens puissent verbaliser leur souffrance et donc, la penser. Si je n'ai pas l'usage de la parole, je ne peux pas penser.

Le professeur tenait aussi à nous parler d'un autre auteur, psychiatre et psychanalyste, Christophe Dejours, qui s'est posé la question : comment est-ce possible qu'une société puisse tolérer un tel niveau de pauvreté, un tel niveau de chômage ? Au début des années 80, les analystes disaient que la société française n'aurait pas pu tolérer un chômage qui dépasserait les 4%. Dans les années 2000, Dejours se pose la question ; comment est-ce possible qu'on arrive jusqu'à 13% sans susciter des soulèvements ou une crise majeure ? Dejours au cours de ses travaux a constaté que le monde du travail est aujourd'hui traversé par une souffrance très profonde. Il parle de normalité souffrante càd un monde du travail malmené par une vision managériale et menacé constamment par la précarité. Cela crée selon Dejours, une normalité souffrante, càd des travailleurs qui doivent mettre en place des procédés défensifs, des défenses psychiques qui permettent de tenir, de perdre de la sensibilité face à sa propre souffrance mais aussi à la souffrance des autres. Cette précarité, construite par les pouvoirs constitués, paralyse tout mouvement de révolte. Dejours parle de restriction de la conscience morale. Si l'individu peut garder une sensibilité dans son environnement proximal, il perd toute sensibilité au niveau distal. C'est ainsi qu'il parle de banalité du mal, apport de Hannah Arendt, philosophe allemande, face à l'homme clivé, à la sensibilité clivée qui distingue une sphère de moralité et une autre lointaine ou étrangère.

Honneth et Dejours sont ici complémentaires. Oui la précarité pousse les individus à se cliver entre le proximal et le distal, mais nous manquons de grammaire morale pour disposer d'un horizon normatif.

Q. 1 Comment peut-on réintroduire de la grammaire morale ?

Honneth cible le discours politique, son lexique euphémisé et neutralisant qui limerait tout rapport de domination, mais il porte une attaque féroce aussi au monde de l'enseignement. Les choix de parcours scolaires ne contribuent pas à créer ces discours d'indignation et d'injustice. Mais c'est aussi le discours des médias et la manière dont il traite l'information parfois comme un programme de divertissement. Ce n'est pas acceptable aujourd'hui. On ne peut pas accuser les journalistes d'être les sentinelles du système, on entre sur le terrain de l'intériorisation du discours.

Q.2 Au sujet des participants à Nuit Debout, quelles distinctions faites-vous ?

Et bien ceux qui avaient un capital culturel élevé ou suffisant mais ceux qu'on appelle les « surnuméraires », ceux qu'on n'arrivera pas à insérer sur le marché de l'emploi, les jeunes issus de l'immigration étaient complètement absents. Ce mouvement vu comme une renaissance citoyenne était pourtant marqué par la grande absence des victimes.

Q.3. Nous travailleurs sociaux qui venons après l'échec de l'enseignement ?

Il faudrait déjà pouvoir refuser le principe méritocratique de l'aide sociale. Encore faudrait-il pouvoir lever la tête, et mettre les choses en perspective sociale. On nous vend la fiction de l'égalité des chances, mais c'est une fiction qui vise à ce que chacun reste à sa place. Cette égalité des chances n'existe pas. Aux USA, 60% des jeunes de certains quartiers des villes afro-américaines, ne maîtrisent pas l'anglais et sont donc d'emblée exclus de l'enseignement et du marché de l'emploi. Comme disait Camus, il faut commencer par nommer les choses, sortir de ce langage euphémisant fait de formules d'emprunt, il faut parler de manière authentique et là il y a un enjeu. Recommencer à parler de manière précise.

Q.4 Je suis assistante sociale au CPAS de Forest. Je tiens à vous remercier pour votre discours, pour les idées que vous avez développées. Le fait que vous soyez présent à cette journée, le fait que vous vous intéressiez à nous est une manière de montrer que la société peut changer et que nous sommes des agents qui pouvons servir à ce changement.